

F.L.N.C

La situation éminemment grave de la Corse nous amène aujourd'hui à prendre position à travers cette communication.

Jamais nous n'avons connu un tel chaos. Des travailleurs honnêtes sont menacés, leur outil de travail détruit et leur vie parfois brisée. Des hommes et des femmes meurent régulièrement pour d'obscures raisons et ce quelle que soit leur fonction. On s'attaque quasi impunément à des entrepreneurs, des femmes, des avocats, des élus consulaires, des travailleurs.

Qu'est ce qui a changé en si peu de temps ?

Il a été reproché à la lutte clandestine de peser de manière négative sur la société corse. D'en freiner une évolution sereine.

Si depuis quelques années les actions militaires ont diminué, quels en sont les résultats ?

Plus de démocratie participative ? Moins de violence dans la société

corse ? Moins d'exclusion ? Des effets du libéralisme atténués par une société plus solidaire ? Poser ces questions c'est déjà y répondre.

Les élus traditionnels n'ont en rien réussi à redresser la santé fragile de notre peuple. Bien au contraire, ils ont contribué à l'anesthésier.

La France, quant à elle, comme à son habitude, nie ses responsabilités dans le chaos qu'elle a pourtant créé.

Avec pour objectif d'éradiquer la Lutte de Libération Nationale corse, l'Etat français, depuis plusieurs décennies, a pratiqué des manipulations barbouzardes, encouragé la délation et utilisé la voyoucratie. Tous les coups tordus ont été expérimentés.

Lorsque l'actuel ministre de l'intérieur français avoue, récemment, que l'Etat français a utilisé le grand banditisme contre le Mouvement National Corse, il reconnaît clairement la responsabilité de l'Etat dans l'émergence d'un système mafieux sur notre île.

Depuis 250 ans la France a multiplié les signes d'une gestion purement coloniale. De la répression de Marboeuf aux prisonniers politiques d'aujourd'hui, des lois douanières à la suppression des arrêtés Miot, des boues rouges au scandale de la chaptalisation et aux malversations du Crédit Agricole, de l'amiante de Canari au projet d'incinérateur Centre Corse, des barbouzes de Francia aux RG ripoux, des projets touristiques pharaoniques de la SETCO aux constructions immobilières illégales validées par les préfets français, des insultes de Poniatowsky à celles de Valls, la liste n'est pas exhaustive mais les signes du **colonialisme** sont toujours plus clairs.

Désormais en Corse, phénomène nouveau, la drogue bouleverse les comportements jusque dans les campagnes. Elle contamine notre jeunesse qui la consomme et pervertit celle qui la vend.

France3Corse

Certains hommes politiques s'appuient quasiment au grand jour sur les voyous pour s'accaparer et garder le pouvoir.

Les accointances entre des hauts fonctionnaires de la Sécurité Nationale et le Milieu corse sont connus au point de faire les unes de journaux et alimenter des livres sans que plus personne ne soit étonné.

Les « affaires » se succèdent dans tous les rouages de l'administration politique corse (Mairie, Conseil Général, CTC...) et ce, jusqu'à Marseille, sans provoquer le moindre mouvement.

La paupérisation de notre société, l'attrait économique d'un développement des activités du bâtiment liées au tourisme, la collusion entre élus et voyous, la corruption, les médiocres ambitions politiques d'une majorité de nos élus, les alliances électorales qui se font et se défont au jour le jour au-delà de toute cohérence politique, la diffusion exponentielle de la drogue provoquant une circulation pléthorique d'argent liquide et la recomposition de la voyoucratie locale avec une certaine jeunesse avide de résultats et bercée au culte de « Mafiosa » ont modifié radicalement les comportements.

Les élus corses, quant à eux, sont pour la plupart spectateurs ou complices. En tout état de cause, étonnement muets.

Ils ont créé cette situation en partenariat avec l'État français en instaurant le clientélisme, le népotisme et la concussion comme socle de leur pouvoir politique. Le Président de l'Exécutif de Corse, particulièrement discret en cette terrible période, fait de l'autosatisfaction permanente et accueille sereinement les ministres français alors que nous arrivons à un meurtre par semaine dans une Corse étouffée par une crise économique et politique sans précédent. Le Président de l'Assemblée, quant à lui, semble impuissant face à la situation et s'être bien vite accommodé de ce

France3Corse

qu'il avait jadis dénoncé au moment des élections de 2010.

Pour notre part, pour autant que nous ayons participé de manière active à la réunification du mouvement national en 1999 à travers les accords de Migliacciaru et la création de l'Union des Combattants, nous avons quitté l'U.C en 2002 après en avoir parlé avec l'ensemble de ses membres, dans la plus grande transparence et avec le souci permanent d'éviter tout risque d'affrontement. De ce fait aucune tentative de déstabilisation visant à créer entre nous les conditions de nouveaux affrontements fratricides ne saurait aboutir.

Nous insistons de plus sur le fait que les médias qui ont plusieurs fois associé notre organisation à tel ou tel mouvement public font fausse route. Toute interprétation différente est erronée ou volontairement manipulatrice.

En tant que militants de la Lutte politico militaire, dans la vague meurtrière que nous connaissons depuis plusieurs années et au-delà de la détresse de toutes les familles endeuillées, nous voulons rappeler que l'assassinat de Philippe Paoli, membre du FLNC UC, a constitué la première atteinte gravissime à l'équilibre que nous avons tous réussi à maintenir depuis de nombreuses années.

Philippe Paoli était un militant de la Lutte de Libération Nationale. Ceux qui l'ont assassiné ne devaient pas ignorer son rôle au sein du F.L.N.C. En s'attaquant à Philippe, ils se sont attaqués à l'ensemble du Mouvement National. Nous restons attentifs à toute nouvelle tentative de déstabilisation.

France3Corse

En tant que mouvement politique, nous avons voulu faire preuve de maturité en ne surenchérissant pas militairement en cette difficile période mais ce désastreux constat nous amène à reconsidérer l'avenir.

Le terme de Communauté de destin corse est aujourd'hui vidé de son sens par l'attitude ultra jacobine de la France.

Soit l'Etat français prend la mesure de l'effet désastreux de sa gestion de la Corse depuis 2 siècles et demi et il en tire toutes les conséquences, soit il poursuit son rôle actif dans la destruction de notre peuple.

Dans ce cas, comme aux premiers jours de la Lutte de Libération Nationale, **nous reprendrons les armes pour que la France reconnaisse nos droits nationaux.**

Afin que notre peuple ne disparaisse pas sous le rouleau compresseur de l'uniformisation mondiale, nous lutterons contre le renforcement des méfaits du libéralisme financier mondialisé. Nous agissons pour que vive notre agriculture, seule activité de production et terreau de notre culture ancestrale. Nous continuerons à nous battre pour que nos villes ne deviennent pas de vulgaires banlieues françaises. Nous serons vigilants à ce que notre artisanat et nos petites entreprises ne disparaissent pas au profit de multinationales hégémoniques et d'une concurrence sans règle. Nous empêcherons avec toute notre force les volontés de détruire notre littoral et nos montagnes pour y construire les villas de nos colonisateurs. Nous veillerons à la préservation de notre patrimoine écologique en nous opposant à tous ceux qui cherchent à le détruire avec le Profit pour seule ambition.

La France, à ce jour, reste un Etat colonisateur.

A FRANCIA FORA. COLONS FORA.

Nous voulons ardemment saluer la jeunesse corse qui résiste ainsi que l'ensemble des militants de la Lutte de Libération Nationale qui ont perdu leur vie, leur liberté ou leur santé pour que la Nation corse vive. Que leurs familles et eux-mêmes sachent que nous sommes conscients de la grandeur de leur sacrifice et que nous poursuivrons le combat.

« Ce n'est pas parce que nous sommes forts que nous avons raison, c'est parce que nous avons raison que nous sommes forts ».

Commandant MARCOS.

A RAGIONE HE A NOSTRA FORZA